



## L'heure est à l'action !

**Face à l'autisme et au mépris du gouvernement**, les journées de grève et de manifestations du 15 mai et du 22 mai ne peuvent rester sans suites, tant en termes d'actions que de prise en compte des revendications exprimées par des dizaines de milliers de fonctionnaires. Elles doivent servir de déclencheurs à **une riposte unitaire de grande envergure dans toute la Fonction publique...**

D'ores et déjà, dans de nombreux sites de la DGFIP ( dans l'Ain, l'Aude, les Bouches du Rhône, le Calvados, l'Eure, l'Isère, les Pyrénées Orientales, Paris, l'Yonne...) des agents réunis en AG ont décidé de reconduire la grève. Dans d'autres secteurs (enseignement, Douanes...) des processus de reconduction de grève sont enclenchés.

### **A l'heure de la Révision Générale des Politiques Publiques et de la fusion DGI/DGCP :**

**Il est impératif** de créer immédiatement le rapport de force qui fera échouer les stratégies idéologiques du gouvernement visant à faire disparaître le statut général des fonctionnaires et à détruire les garanties de gestion des personnels.

**Il est impératif** de porter un coup d'arrêt à l'offensive sans précédent orchestrée contre les missions de service public, contre les solidarités nationales et la justice sociale qui sont au menu de la RGPP et du projet de loi relatif à la mobilité.

**Il est impératif** de mettre un terme à cette politique destructrice qui se décide dans quelques salons feutrés, dans des officines d'audit privées, de manière opaque, sans débat citoyen et démocratique, sans publicité et sans consultation populaire et syndicale.

**Il est impératif** de stopper cette logique de régression sociale permanente.

**Le gouvernement ne veut rien entendre du mécontentement des salariés et répond par la provocation....**

Après la journée du 15 mai, il annonce, sans même prendre la peine d'ouvrir la moindre négociation, la mise en place d'un service minimum dans l'Education nationale. Il se refuse à la moindre concession sur les mesures envisagées contre la Fonction publique. Il continue à s'attaquer au droit du travail, à la protection sociale... Il annonce le passage à 41 annuités de la durée de cotisation pour percevoir une retraite à taux plein. Une nouvelle augmentation de la durée de cotisation ne pourra entraîner qu'une nouvelle baisse du niveau des pensions. Une telle mesure touchera en priorité les salariés précaires, aux carrières heurtées, en particulier les femmes... Projet de loi sur la mobilité, décisions issues de la RGPP, remise en cause du statut, suppressions massives de postes, conclusions du Livre blanc, salaires, allongement de la durée des cotisations retraite, franchises médicales....., c'est l'ensemble des mesures anti-sociales du pouvoir qui méritent comme réponse **une mobilisation unitaire de grande ampleur !**

**ASSEMBLEE GENERALE DES PERSONNELS  
LE VENDREDI 23 MAI 2008 12H  
DEPARTEMENT INFORMATIQUE SALLE 1127  
VENEZ NOMBREUX !**